

Contre l'instrumentalisation de nos enseignements et de notre métier !

A l'été 2023, E. Macron exposait dans la presse ses vues sur l'école, son nouveau « domaine réservé », en affirmant « l'histoire doit être enseignée chronologiquement et l'instruction civique devenir une matière essentielle ». Cette sortie révélait une posture idéologique déconnectée de la réalité et provoquait chez les enseignant·es d'histoire-géographie une palette de réactions allant de la consternation blasée à la franche colère. La profession le sait : dénoncer l'éducation qui a remplacé l'instruction, et expliquer qu'on « n'enseigne plus l'histoire à nos enfants » est un passage obligé pour tout réactionnaire. Alain Decaux avait lancé la mode dans le *Figaro Magazine* en 1979. Pourquoi s'inquiéter de ce qui est devenu si banal 45 ans plus tard : l'instrumentalisation politique des contenus enseignés par les professeur·es d'histoire-géographie ?

Certes, ces dernier·es ne sont pas les seul·es à aborder en classe des « questions vives » en prise directe avec les débats qui agitent la société. Cependant, « depuis les attentats de 2015, l'école publique est surinvestie d'une mission symbolique régaliennne, celle de sauver la République en danger » selon le chercheur Sébastien Ledoux. Au cœur de cette mission symbolique, objets de toutes les attentions, on trouve les contenus des cours d'histoire-géographie et d'EMC (y compris sous les appellations obsolètes d'« instruction civique » et « éducation civique »). Tout·e ministre veut imprimer sa marque dans ces matières, en cela étroitement surveillé par l'opinion de droite voire d'extrême-droite. Des sondages sont régulièrement publiés pour démontrer que telle notion ou telle date, jugées essentielles pour la cohésion nationale, pour la défense des valeurs républicaines, ne sont pas connues de la « jeunesse » : la faute bien sûr à l'école, aux programmes, et aux enseignant·es. Face à cette agitation politico-médiatique, la parole des concerné·es et des chercheur·es sur la réalité des pratiques enseignantes et des connaissances des élèves pèse peu.

Le travail du SNES-FSU sur les contenus, les pratiques professionnelles et le métier consiste au contraire à s'appuyer sur la réalité vécue par les professeur·es, et documentée par la recherche. Dans les stages syndicaux disciplinaires, les collègues évoquent de manière beaucoup plus nuancée les problèmes souvent cités dans la presse, et soulèvent d'autres « questions vives ». Les professeur·es d'histoire-géographie ne peuvent jamais oublier que leurs enseignements recèlent une forte charge politique. Les invitations voire injonctions à participer à toutes sortes de journées thématiques, concours, célébrations, pèsent sur l'exercice du métier. La hiérarchie les sollicite pour débriefer au pied levé les événements traumatiques nationaux et internationaux tout en considérant avec méfiance toute sortie du cadre des programmes et consignes officielles. La même hiérarchie leur demande de « sensibiliser » au changement climatique, à l'égalité filles-garçons, de travailler sur la laïcité, l'esprit critique, tout en contrôlant étroitement leur « neutralité ».

Le métier des professeur·es d'histoire-géographie subit donc à la fois une très forte et ancienne demande sociale et politique et une défiance de plus en plus grande quant à leur expertise et à leur professionnalisme. A l'heure du « réarmement civique » macroniste, c'est en défendant nos disciplines, le respect de cette expertise, et le projet émancipateur du SNES-FSU que nous pouvons résister à toutes les instrumentalisations.

**Christophe Cailleaux et Amélie Hart,
Groupe histoire-géographie du Secteur contenus.**